

# ALTER EGO



## Drogues : notre Comité d'usagers écrit à la Commission Sénatoriale

N°40. 2<sup>ème</sup> trimestre 2003. Prix : 0,15 euros

Revue de prévention des risques (Sida, Hépatites, MST) et de réduction des dommages liés à l'usage de drogues réalisée par des usagers de drogues, des bénévoles et des travailleurs sociaux.

## ECHOS D'EGO

P. 3/11

- Pourquoi un Comité d'usagers ?, par Sandrine Guillon
- Le comité des usagers de drogues d'EGO interpelle le Sénat
- Un habitant au pays de la réduction des risques..., par Eric Labbé
- Un Français de New York en visite à Paris : le « White Boy » de Harlem, par Didier Robert
- Nouveaux modes d'usage de substances, nouvelles prises de risques : l'expérience du PES ( d'EGO), par Cécile Rougerie

## BLOC NOTES

- Adresses utiles

## ECHOS D'EGO (suite)

P. 12/13

P. 14

- Dernière minute : « La réduction des risques est-elle en danger ? », par Lia Cavalcanti et Guillaume Pfaus
- Le «Cap», par Leila Chala et Babarara

## ET LA SANTÉ, ÇA VA ?

P. 15

- Le VIH, la négligence est fatale, par Didier Robert

## ECLATS GOUTTE D'OR

P. 16

- Un été qui perd la tête ! par Makeda Moussa

## POÈMES, POÉSIES, TEXTES

P. 17

- Textes écrits lors de l'atelier d'écriture d'EGO

## SOCIALEMENT VÔTRE

P. 18/19

- Le Centre Ney : un hébergement d'urgence, par Didier Robert

## C'EST VOUS QUI LE DITES !

P. 20/21

- Lettre d'un usager d'EGO au Premier Ministre, par Hassan
- Pourquoi, malgré ses ars de famille, EGO n'en est pas une ? par Monique

## A LIRE, A VOIR ET A MANGER

P. 22

- Le Kaléidoscope. Centre polyvalent d'actions culturelles et solidaires, par Sandrine Guillon

**Président d'Espoir Goutte d'Or**  
Dominique Tardivel.

**Directrice générale :**  
Lia Cavalcanti.

**Coordination et mise en page :**  
Didier Robert et Philippe Ferin.

**Illustrations :**  
Philippe Ferin.

**Corrections :**  
Ariette Devouge.

**Comité de lecture :**  
- Maryse Athor ;  
Lia Cavalcanti ; Noëlle Savignat.

**Nous adressons un grand remerciement à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) et à la Fondation d'entreprise pour la citoyenneté de la RATP sans lesquelles cette revue n'aurait pu être publiée.**

**Nous tenons à remercier également toutes les personnes qui ont participé à l'élaboration de cette revue :**

Le Comité des usagers d'EGO,  
Eric Labbé, Makeda Moussa,  
Philippe Bourgois, Charlotte,  
Le Kaléidoscope, Has, Momo  
Sadda, Elianne, Marilyn,  
Monique, Luc Monti.

**Imprimerie :**  
ALPE

41 rue du Chemin Vert  
75011 Paris

**Parution :**  
Trimestrielle - 3 000  
exemplaires

**Nous écrire :**  
Espoir Goutte d'Or  
13 rue Saint-Luc 75018 Paris  
Tél. : 01 53 09 99 49  
Fax : 01 53 09 99 44

Vous pouvez aussi nous contacter par e-mail  
[alteregojournal@club-internet.fr](mailto:alteregojournal@club-internet.fr)

Vous pouvez aussi lire le journal sur le web :  
<http://perso.club-internet.fr/ego>

# EDITORIAL

Les temps sont durs, nous n'arrêtons pas de le répéter. Le travail des associations s'accroît sans cesse tandis que les financements diminuent sans cesse dans la même proportion.

La précarité sociale est en augmentation importante et les places d'hébergement sont largement insuffisantes. Les pathologies font des ravages auprès d'un public de plus en plus touché par les limitations de l'aide médicale gratuite. VHC, VIH, candidoses, tuberculoses, psychoses, phlébites, endocardites, gastro-entérites, infections, dépressions... autant de réalités qu'il faut contenir, prévenir et traiter dans un interminable recommencement. Chômage, Interpellations, flagrants délits, jugements et prison font partie de la vie terriblement quotidienne d'un nombre de plus en plus grand d'usagers de drogues. Inutile de le répéter : les temps sont durs.

Mais, par-ci, par-là, nous retrouvons l'espoir.

La deuxième conférence latine pour la réduction des risques (CLAT2) nous a rassemblés, mélangés, confrontés et remobilisés. Parce que chaque équipe s'est rendu compte qu'elle était capable de « bricoler » des solutions et d'ouvrir des fenêtres là où les portes se ferment.

Alors, ensemble, on se sent plus forts et moins seuls. Ainsi, on recommence à rêver à des jours meilleurs. Parce que, même quand on marche sur des cailloux, il faut aussi regarder l'horizon.

Lia Cavalcanti, directrice d'Espoir Goutte d'Or

## Merci, Monique !!!

Les usagers de drogues et toute l'équipe d'Espoir Goutte d'Or tiennent à remercier Monique Guindon, de la Mission Locale Sud 93, et son mari, qui nous ont offert très gentiment du matériel informatique (un ordinateur Macintosh, deux disques durs et une imprimante) pour animer le nouvel atelier d'initiation à l'informatique auprès des usagers de l'association. Ce matériel avait une grande valeur personnelle pour eux. Mille mercis.

# Pourquoi un Comité d'usagers de drogues ?

Le Comité d'usagers a été créé et mis en place à l'initiative des usagers de drogues de l'association Espoir Goutte d'Or en 1999. Depuis sa création, le Comité a eu des hauts et des bas et divers pairs s'y sont succédé. Aujourd'hui, qu'en est-il après quatre années d'existence ?



**La naissance du Comité d'usagers. « Pourquoi n'y aurait-il pas une réunion, dans laquelle il n'y aurait que des usagers de drogues et où l'on pourrait discuter de la vie de l'association, des rapports entre accueillis et d'accueillants à accueillis, proposer des activités, etc. ? » a dit, un jour, un usager fréquentant le centre d'accueil (nous ne dirons pas son nom).**

Qu'à cela ne tienne ! Nejib, ancien usager de drogues et, à cette époque, en contrat CES (Contrat Emploi Solidarité) épaulé par deux salariés de l'association, relèvent le défi. Le mercredi suivant, cette proposition est faite à la réunion du Collectif et elle est votée par l'ensemble des personnes

présentes ce soir-là.

**Un défi relevé.** Tous ceux qui sont un peu militants le savent, c'est parfois difficile de mobiliser, même ceux qui sont les premiers concernés. Et cela que l'on soit syndicaliste, parent d'élève, militant dans un parti politique ou d'une association de quartier... Faire participer est souvent un défi. Pour tous ceux qui ne seraient jamais passés par la rue Saint-Luc, Paris 18<sup>ème</sup>, faire participer des usagers de drogues paraît un défi encore beaucoup plus grand. Peut-être parce qu'il paraît particulièrement difficile d'associer « dépendance aux drogues » et « citoyenneté active ? »

Pourtant, depuis dix-sept ans, ce défi est relevé par notre association. Les trois piliers fondateurs (usagers de drogues,

habitants du quartier et professionnels du champ sanitaire et social) sont toujours présents dans notre quotidien y compris dans les instances décisionnaires (réunion du Collectif et Conseil d'administration) et la place qu'ils y tiennent, si elle est parfois variable en quantité, est toujours importante.

Besoin d'un espace de parole seulement entre usagers de drogues ? D'être une force de proposition collective ? D'être ce « contre-pouvoir » sans lequel la démocratie serait un vain mot ? Un peu de tout cela sans aucun doute. En tous les cas, un espace supplémentaire de participation vécu, aujourd'hui, comme nécessaire par toute l'équipe de l'accueil.

**Des hauts et des bas.** Depuis sa création,



le Comité a vu des évolutions. Un temps, ses réunions n'étaient réservées qu'à des usagers de drogues. Peu à peu, l'organisation s'est assouplie, mais le principe reste le même : le représentant des usagers est élu par ses pairs. La réunion, quant à elle, devient ouverte non seulement à tous les usagers de drogues, mais aussi à toutes personnes qui veulent y participer.

Le Comité a connu des hauts, riches de rencontres, de propositions et de débats. Il a aussi connu des bas, des réunions hebdomadaires qui n'ont pas pu avoir lieu, faute de participants. Ces derniers mois furent particulièrement difficiles. Pas évident de s'engager quand le quotidien est de plus en plus rude, quand la précarité et l'exclusion s'approfondissent, quand la pression policière fait vivre en permanence sous tension. Il faut survivre chaque jour et le rendez-vous hebdomadaire du Comité n'est plus une priorité. C'est pourtant dans ces moments-là que le Comité serait le plus précieux. Alors peut-être doit-il évoluer et changer encore ?

**Nouveau souffle.** Aujourd'hui, le Comité cherche un nouveau souffle et de nouvelles formes. Les salariés de l'association y sont un peu plus présents (il serait bon d'ailleurs de veiller à ne pas en dénaturer le sens en respectant sa spécificité et son autonomie). Essayant de dépasser un rendez-vous à heures fixes, il essaie de s'inscrire plus dans le quotidien, en proposant des rencontres et des débats (comme la visite

de Philippe Bourgois), en ouvrant des chantiers de réflexion (lettre et propositions pour la Commission d'enquête du Sénat, mise au point de nouveaux outils pour combattre la propagation des Hépatites et du VIH chez les fumeurs de crack, etc.), en réinventant d'autres modes d'expression (cahier de doléances, boîte à idées), tout en maintenant des rendez-vous hebdomadaires qui permettent de

s'engager un peu plus pour ceux qui le désirent.

En tout cas, le Comité des usagers de drogues vit et il démontre, jour après jour, que la citoyenneté peut ne pas être qu'un simple mot et cela pour chacun d'entre nous.

Sandrine Guillon, salariée d'EGO

## Fermeture annuelle du Centre d'accueil et du PES d'EGO

Le Centre d'accueil et le programme d'échange de seringues (PES) STEP seront **fermés du 15 juillet au 11 août 2003.**

**La réunion du Collectif reprendra le mercredi 3 septembre 2003** de 18h30 à 20h30.

### Le Centre d'accueil

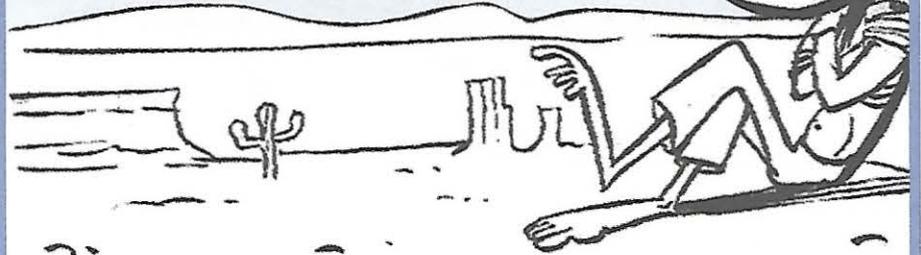
13 rue Saint-Luc 75018 Paris - M° Barbès Rochechouart ou Château Rouge  
Tél. : 01 53 09 99 49

**Du lundi au vendredi de 12h45 à 17h45**

### Le programme d'échange de seringues (PES) STEP

56 bd de la Chapelle 75018 Paris - M° La Chapelle  
Tél. : 01 42 64 23 21

**Du lundi au vendredi de 17h30 à 22h30**



## Fermeture annuelle de La Boutique (Espace mixte et espace femmes)

L'espace mixte et l'espace femmes seront **fermés du vendredi 1<sup>er</sup> août au 31 août 2003.** L'antenne mobile fonctionnera normalement.

### La Boutique (espace mixte)

86 rue Philippe de Girard 75019 Paris - M° Marx Dormoy  
Tél. : 01 46 07 94 84

**Du lundi au vendredi de 10h30 à 12h00 et de 13h00 à 17h00**

### La Boutique (espace femmes)

84 rue Philippe de Girard 75019 Paris - M° Marx Dormoy  
Tél. : 01 46 07 87 17

**Du lundi au vendredi de 10h30 à 17h00**

# Le Comité d'usagers de drogues d'EGO interpelle la Commission du Sénat

Apprenant qu'une commission d'enquête sur les drogues et la toxicomanie allait avoir lieu, les usagers de drogues se sont mobilisés et ont directement interpellé la Présidente.

**Lettre ouverte  
à Madame la Présidente  
de la commission d'enquête sur la politique  
nationale de lutte contre les drogues illicites.**

## Comité d'Usagers

C/O Association Espoir Goutte d'Or (EGO)  
13, rue St Luc  
75018 Paris

à Madame le Sénateur Nelly Olin,  
Présidente de la Commission d'enquête  
sur la politique nationale de lutte contre les drogues illicites

Paris, le 20 mai 2003

Madame la Présidente,

Nous sommes des usagers de drogues fréquentant les dispositifs d'aide aux personnes précarisées. Soutenus par les membres du collectif de l'association EGO (usagers, ex-usagers, professionnels du champ social et sanitaire, bénévoles et habitants de la Goutte d'Or) nous voulons exercer notre rôle de citoyens dans la République.

En ce moment, selon les informations relayées par la presse, la Commission d'enquête que vous présidez auditionne et réfléchit en vue de faire, auprès du Conseil des ministres, des propositions susceptibles d'orienter la nouvelle politique du gouvernement en matière de drogues. Dans ce cadre, nous souhaiterions être auditionnés car nous sommes persuadés qu'une bonne politique ne pourra se faire sans les premières personnes concernées : les usagers de drogues eux-mêmes.

Cette audition serait donc destinée à vous exposer le plus clairement possible notre situation réelle, afin que vous soyez en mesure d'en débattre en tenant compte des points de vue les plus divers.

Dans l'attente d'un rendez-vous à votre convenance, nous vous prions d'agréer, Madame la Présidente, nos respectueuses salutations.

Le responsable du Comité d'Usagers de Drogues  
Abdelkrim



**Réponse  
de Madame le Sénateur Nelly Olin,  
Présidente de la Commission d'enquête**

R E P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E



Nelly OLIN  
Sénateur du Val d'Oise  
Secrétaire du Sénat  
Maire de Garges-lès-Gonesse

Paris, le 27 mai 2003

Monsieur le Responsable du  
Comité des Usagers de Drogues  
C/O Association Espoir Goutte d'Or (EGO)  
13, rue Saint Luc  
75018 PARIS

Monsieur,

J'ai bien reçu votre courrier ainsi que le rapport d'activité 2002 d'EGO.

Malheureusement, la commission d'enquête a cessé ses auditions et rendra son rapport début juin.

Vous le savez, ce sujet est particulièrement mobilisateur et nous n'avons pas pu en entendre tous les acteurs.

Toutefois, c'est avec une très grande attention que je prendrai connaissance de votre rapport.

Sachez enfin que je suis également Présidente du groupe d'études sur la drogue et la toxicomanie. La création de la commission d'enquête a entraîné la suspension des travaux du groupe qui devraient reprendre à la prochaine session parlementaire cet automne.

Dans cette attente,

Veillez croire, Monsieur, en l'expression de ma considération

# Un habitant au pays de la Réduction des Risques, souvenirs de la CLAT2.

La seconde Conférence Latine sur la Réduction des Risques (liés à l'usage de drogues) s'est déroulée fin mai à Perpignan. Invité pour expliquer la démarche de Stalingrad Quartier Libre, j'en ai profité pour tenter de saisir les tendances, les difficultés et le rôle que des habitants pouvaient tenir dans ces débats.



**La CLAT2** est organisée par un ensemble de personnes et de structures (associatives ou institutionnelles) venant, comme on l'imagine, des pays latins. C'est-à-dire de l'Europe du Sud et d'Amérique Latine mais également de Suisse, d'Allemagne ou des Pays-Bas.

Ce que la CLAT2 a mis en évidence, c'est que les résultats sur la prévalence du VIH montre que la voie de la réduction des risques est la bonne de manière évidente, alors que le taux d'incidence du VHC (9 % par an pour les injecteurs, ce qui veut

dire que sur cent personnes saines, 9 seront contaminées chaque année) démontre qu'il faut aller plus loin. Et que pour ce faire il faut élargir l'offre de services aux usagers, trouver de nouveaux espaces pour les accueillir, améliorer la chaîne du bas-seuil aux systèmes de soins.

Sur tout cela il n'y a plus de débat entre les professionnels, ce sont des faits établis, étayés jour après jour, par toutes les études européennes. Ce qui m'a frappé à la CLAT2 c'est que tout cela leur semble tellement évident qu'ils en oublient simplement qu'il s'agit de l'essentiel et que c'est donc sur ces

# LES GROSSES TENDANCES :

- les jeunes occidentaux se « *défoncent* » de plus en plus avec tout un tas de drogues mais évitent les trucs un peu costauds qui ont ruiné leurs aînés... à l'exception d'une petite frange qui fait vraiment n'importe quoi ;
- la « *guerre à la drogue* » reste l'axe dominant du droit international et s'articule maintenant avec la guerre antiterroriste ;
- la politique de réduction des risques est aujourd'hui reconnue comme globalement efficace au sein de l'Union Européenne, de certains pays d'Amérique Latine, au Canada et en Australie ;
- les programmes les plus en pointe (salles de consommation et distribution d'héroïne médicalisée) donnent des résultats tangibles dans les villes qui les ont développés mais se heurtent aux législations autant qu'aux opinions ;
- le VHC demeure la principale pierre d'achoppement de toutes ces politiques avec des niveaux de prévalence beaucoup plus élevés que pour le VIH ;
- une tendance répressive devient plus ou moins prégnante dans certains pays européens (Italie d'abord, France bientôt, et peut-être même les Pays-Bas...) ;
- une politique d'implication des usagers et du reste de la société (dont les habitants) fait l'objet de vœux pieux mais n'est que rarement effective ;
- la grande majorité des intervenants en toxicomanie est d'accord sur la grande majorité de ce qui marche et de ce qui ne marche pas ;
- la grande majorité des intervenants français adore se tirer dans les pattes sur des questions de chapelle ;
- les petites structures indépendantes françaises sont clairement menacées par les gels et les réductions budgétaires ;

Par ailleurs, lors de la table ronde à laquelle il a participé, Didier Jayle (directeur de la MILDT) a semblé mal à l'aise dans le dilemme entre son expérience antérieure de la réduction des risques et la logique gouvernementale actuelle (récemment illustrée par le rapport de la Commission du Sénat).

points qu'il faut interpellier les politiques.

Par leur externalité candide, des gens comme nous doivent mettre quelques claques aux professionnels pour qu'enfin ils sérient les questions avant de les présenter aux bonnes personnes de manière tout à fait formelle. Comment se fait-il qu'il n'y ait pas, aujourd'hui, un livre blanc de la réduction des risques qui fasse état de toutes les évidences socio-sanitaires dont fait fi la loi ? Ce document établi, présenté et publié, il serait tout de même plus simple de dire « *Messieurs du gouvernement, nous vous remettons ce document aujourd'hui, les décès qui surviendront à compter de*

*cette date du fait des manquements de vos ministères et des anachronismes juridiques vous seront directement imputés. »*

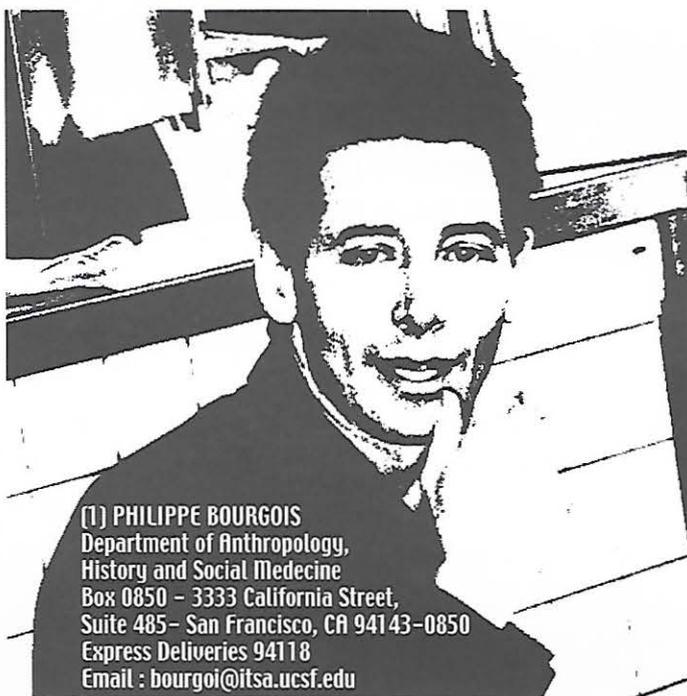
Il est inévitable de porter le débat à un niveau politique qui n'a pas encore, en France, trouvé sa véritable place. À nous tous (intervenants, usagers, habitants...) de trouver le terrain qui saura faire sortir le débat français du marasme, afin de le porter à un niveau politique qui devra être clair et pragmatique.

Éric Labbé, Président de Stalingrad Quartier Libre  
(pour plus d'information voir ALTER EGO le journal N° 39).

# Un Français de New York en visite à Paris : le « *White boy* » de Harlem

Philippe Bourgois est anthropologue et directeur du Département d'Anthropologie, Histoire et Médecine sociale, à l'Université de San Francisco (USA)<sup>(1)</sup>. Comme lors de tous ces précédents voyages, il accepte de partager avec EGO son expérience et son vécu auprès des habitants et des usagers de crack de East Harlem.

**L'homme.** On s'attend à voir un homme sérieux, posé, au genre intellectuel et l'on voit un type assez grand, fin et à l'air élané qui ne supporte pas qu'on le prenne pour un « *intello* ». Il n'aime pas trop non plus les compliments. Philippe Bourgois (son nom lui vient de son père français, qui immigre aux Etats-Unis dans les années 60) a la quarantaine bien conservée. D'origine française, il est élevé comme un enfant américain et grandit à New York dans le quartier riche, tout à côté de Harlem, sur la 96<sup>ème</sup> rue. De son



(1) PHILIPPE BOURGOIS  
Department of Anthropology,  
History and Social Medicine  
Box 0850 - 3333 California Street,  
Suite 485 - San Francisco, CA 94143-0850  
Express Deliveries 94118  
Email : bourgoi@itsa.ucsf.edu

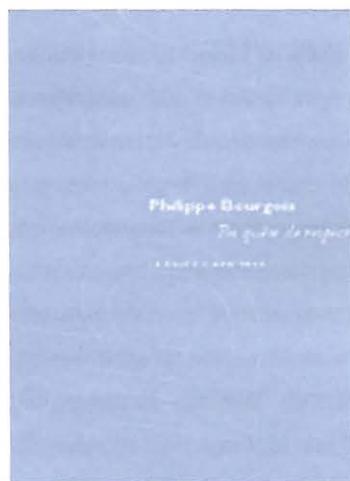
père, il se souvient qu'il n'aimait pas la mentalité américaine et l'entendait souvent dire : « *C'est de la folie, le racisme américain ! Pourquoi, acceptent-ils cela ?* » Philippe Bourgois eut donc, par son éducation, l'envie de s'intéresser aux autres. Très vite, il y trouve même un combat politique. S'engager et combattre cette discrimination, cet « *apartheid* » comme il le définit, devient une de ses plus grandes préoccupations personnelles.

**Harlem.** Pour parler de son livre, le mot « *apartheid* » lui vient très vite à la bouche. Un « *apartheid* » qui s'est construit différemment qu'en Afrique du Sud. « *Aux Etats-Unis, les gens ne voient pas la réalité de cet apartheid qu'ils ont construit au fil des siècles. Ils prennent cela comme quelque chose de normal. Contrairement à celui d'Afrique du Sud, aux Etats-Unis, c'est un "apartheid" qui s'est plus défini par rapport aux classes sociales. Il existe même par rapport aux rues où l'on habite. Des fois, cela allait même d'un immeuble à un autre* » avoue-t-il. « *C'est malheureux, mais c'est ainsi que les Américains imaginent que tout le monde vit.* »

En mai 85, pour comprendre ce phénomène d'« *apartheid*

américain » et réaliser son livre : « *Comment font les gens pour survivre quand, statistiquement, ils n'en ont pas les moyens ?* », il ne peut pas se présenter comme un simple visiteur, recueillir des informations et repartir. « *Cela mettrait trop de barrières entre les gens et moi-même* » argumente-t-il. Alors, il n'hésite pas à se plonger dans le bain, corps et âme. Avec sa toute récente épouse, il prend un appartement dans le quartier d'East Harlem pour être au cœur de la vie des gens. Ces derniers sont très méfiants. Pourquoi un blanc

viendrait vivre dans un quartier composé essentiellement d'Afros ou de Latinos-Américains ? Il ne peut être qu'un flic en civil réalisant une enquête, un « *toxico* » ou, encore, un fou qui ne sait plus ce qu'il fait. Mais, contrairement à ce que Philippe Bourgois imaginait, ses « *nouveaux voisins* » viennent le voir très vite et, apprenant à le connaître, se lient d'amitié avec lui. Quand il leur parle des raisons qui l'ont amené à s'installer dans ce quartier, il n'hésite pas à leur dire la vérité. Sauf, pour les personnes avec lesquelles il a des rapports superficiels, il explique que c'est le seul endroit où les appartements sont les moins chers. Comme à cette époque, avec sa femme, ils n'ont pas beaucoup d'argent, il n'est pas obligé d'inventer une histoire. En revanche, aux habitants avec qui il a lié une véritable relation, il leur explique qu'il souhaite écrire un livre sur la vie journalière des gens de Harlem. Avant l'arrivée du crack, c'était un quartier, très stigmatisé par la présence de l'héroïne, contrôlé par la mafia italienne. C'était l'époque de la French connection et l'on pouvait trouver de l'héroïne à des prix défiant toute concurrence. Mais la cocaïne devient très vite bon marché et



(2) En quête de respect.  
Le crack à New York.  
Philippe Bourgois  
Seuil, Paris, 2001,  
461 pages.

le crack commence à faire son apparition vers 1982/83. Impossible de savoir ce qui a provoqué ce changement. « Les raisons restent souvent invisibles » explique-t-il. À ce moment, il est encore étudiant et écrit une thèse sur « la violence des compagnies américaines envers les travailleurs et les syndicats dans une plantation de banane en Amérique Centrale. »

Pendant la journée, il essaie de finir sa thèse, mais se rend

compte qu'il n'a pas tellement envie de l'écrire. Quand il ne travaille pas sur son mémoire, il se fait de nouveaux amis pour son livre qui, au fur et à mesure, change de sujet et prendra comme titre « En quête de respect : le crack à New York (2). » « Je me rends d'ailleurs compte, à ce moment-là, que je suis extraordinairement sociable. Quand on ne fait pas son travail, on devient très proche des autres » reconnaît-il. « Je n'avais jamais entendu parler de ce produit avant d'habiter à Harlem. Personne ne connaissait cette

drogue. Beaucoup de jeunes gens, que j'ai connus au fil des années dans le quartier, ont fini par être emportés dans la tourmente du crack qui a fait des ravages incroyables. »

**Crack ou free base ?** En France, on croit savoir depuis longtemps que le crack que l'on trouve aux Etats-Unis (nommé à tort en France « Free base ») n'est pas le même que celui qui se trouve à Paris. Profitant de sa connaissance sur le sujet, nous lui posons la question, non sans lui avoir fait une description détaillée du crack parisien, un mélange de cocaïne et de bicarbonate de soude ou d'ammoniaque. « C'est exactement la même chose. Il n'y a aucune différence » s'écrit-il. « Le "free base" a été inventé avant le crack. C'était un mélange d'éther et de cocaïne pour rendre la cocaïne fumable. » Il s'étonne d'ailleurs que dans chaque pays où il va, on lui pose la même question. D'après lui, si nous nous la posons « c'est certainement à cause des médias qui ont donné de mauvaises informations sur le crack dans les années 80 en disant que celui qui se trouvait aux Etats-Unis était plus dévastateur qu'ailleurs. » Ce qui était faux. Il suffit de voir les usagers de crack à la Goutte d'Or.

Didier Robert, salarié d'EGO

# Nouveaux modes d'usage de substances, nouvelles prises de risques : l'expérience du PES d'EGO (STEP).

**L**a politique de réduction des risques, telle qu'elle a été mise en oeuvre en France, est aujourd'hui à l'épreuve de nouveaux enjeux face auxquels elle va devoir s'interroger et trouver des éléments de réponses.

En effet, celle-ci s'est développée dans un contexte d'épidémie de SIDA en prenant pour modèle référent l'archétype du « toxicomane injecteur d'héroïne ». A une époque où l'on assistait à une très importante consommation d'héroïne par voie injectable, la politique de réduction des risques a concentré ses efforts de prévention, d'un côté, sur l'accessibilité au matériel d'injection et, de l'autre, sur le développement de traitements de substitution aux opiacés. Si l'on ne peut que se réjouir de la mise en place de telles mesures qui ont fait la preuve de leur efficacité, on peut également regretter que cette « politique » se soit limitée aux besoins spécifiques de cette catégorie de consommateurs qui n'est pas représentative de l'ensemble des personnes consommant des drogues. Les

messages de prévention se sont alors essentiellement ciblés sur la voie intraveineuse, au détriment des autres modes d'usages par voies nasale, fumable et autres ; l'attention s'est focalisée sur les produits illicites, sous-estimant les consommations de substances psychoactives licites. Pendant longtemps, seuls les comportements de dépendance ont été pris en compte dans les stratégies



de prévention et de soins alors que la majorité des pratiques d'usage de drogues relèvent de consommations socialement régulées, n'entraînant pas forcément de dommages somatiques ou psychologiques, et ne conduisant pas inéluctablement à la dépendance. La transformation des pratiques d'usage qui caractérisent à l'heure actuelle le champ des drogues constitue également un nouveau défi pour la politique de réduction des risques. Car, la chute de la consommation d'héroïne, le développement de l'usage de cocaïne, de

crack et des drogues de synthèse, la banalisation du cannabis, l'accroissement des phénomènes de polyconsommation associant drogues licites et illicites,... sont autant d'éléments face auxquels il va falloir s'adapter et tenir compte pour élargir les réponses préventives.

A STEP (PES d'EGO), la position en première ligne auprès des usagers de drogues a permis d'observer, en quelques années, un bouleversement du profil des personnes fréquentant le programme, qui est passé de l'héroïnomane d'hier (63 % en 97 contre 22 % en 2002) au consommateur de crack aujourd'hui (44 % en 97 contre 76 % en 2002). Dans ce panorama où dominent les substances stimulantes, l'usage de cocaïne s'est très largement développé dans les pratiques des usagers (45 % en 2002), sans compter la progression des drogues de synthèse (33 % en 2002) qui a sûrement constitué la principale surprise face à la diffusion de ces substances dans des contextes de consommation de rue. Bien évidemment, la polyconsommation est devenue monnaie courante associant médicaments sédatifs (37 % en 2002), alcool (45 % en 2002) et autres substances, avec pour fonctions

principales, soit de potentialiser l'effet des produits, soit de gérer l'angoisse lors de « descentes » difficiles. Là encore, le changement des produits consommés n'a pas été sans conséquences sur une diversification plus grande des modes d'usage de substances, avec, d'un côté, une progression de la voie pulmonaire et nasale et, de l'autre, un recul de la voie injectable parmi les UD fréquentant notre PES. La mise à disposition à STEP de nouveaux outils de prévention (kits sniff, embouts pour doseurs à crack) répondant à ces besoins émergents, a permis de toucher de nouvelles catégories de consommateurs parmi lesquelles des personnes n'ayant pas forcément recours à la voie injectable mais privilégiant d'autres modes de consommation.

**Ainsi, en 2002**, seuls 82 % de notre public déclarent avoir recours à la voie injectable, tandis que 60 % affirment utiliser la voie pulmonaire et 27 % la voie nasale dans leurs pratiques de consommation. En regardant de plus près les pratiques à risques liées à ces modes d'usages respectifs, on a pu s'apercevoir de comportements inquiétants en terme de prévention des risques et de réduction des dommages parmi ce public. Ainsi, les prises de risques s'avèrent nettement plus importantes parmi les usagers ayant recours à la voie nasale, avec des pratiques de partage de pailles plus élevées (68 % en 2002) et une réutilisation plus fréquente de la paille (58 %).

**Parmi les fumeurs de crack**, les pratiques de consommation font également apparaître un niveau préoccupant (56 % en 2002) du partage du doseur servant à « kiffer la galette ». A travers ces chiffres, il ressort clairement que, dans les représentations des usagers, c'est essentiellement le partage de seringues qui est associé à la contamination par le VIH et l'hépatite C et moins les autres prises de

risques en lien avec la voie nasale et fumable. Souvent, ils ne savent pas que le fait de sniffer des produits de manière régulière et intensive peut provoquer des irritations nasales et des saignements de nez qui ajoutés au partage de la paille, constituent des facteurs de risques importants notamment face à l'hépatite C.

#### Pratiques à risques chez les usagers de drogues par voie intraveineuse

Partage des seringues	25 %
Partage de la cuillère	30 %
Partage du filtre	24 %

#### Pratiques à risques chez les usagers de drogues par voie nasale

Prêt de la paille	40 %
Emprunt de la paille	28 %
Réutilisation de la paille	58 %

#### Pratiques à risques chez les usagers de drogues par voie fumable

Partage du doseur à crack	56 %
---------------------------	------

**De même chez les consommateurs par voie pulmonaire**, l'utilisation du doseur en verre, chauffé par un briquet, entraîne des brûlures et des microcoupures au niveau des lèvres qui peuvent favoriser, en cas de partage du doseur, la transmission du VIH et du VHC. Bien évidemment, notre propos n'est pas de sous-estimer les risques liés à l'injection de produits face aux autres modes d'usage puisque 25 % des usagers continuent de partager leurs seringues, 30 % leurs cuillères, 24 % leurs filtres. Ce qui interpelle nos pratiques préventives. Toutefois, si les usagers par voie injectable constituent une population particulièrement vulnérable face au VIH et aux hépatites, cette préoccupation ne doit pas pour autant occulter l'émergence de nouvelles pratiques de consommation en lien avec leurs prises de risques spécifiques. Car celles-ci sont aussi, en partie, la conséquence indirecte des discours de prévention dominants où les risques liés à l'injection ont été plus mis en avant que

ceux liés à la voie nasale ou fumable, comme ci ces derniers ne se situaient pas au même niveau.

**D'un côté**, les acteurs de prévention ont incité les usagers à « shooter propre » mais de l'autre, ils se sont peu inquiétés de savoir s'ils partageaient leurs pailles ou leurs doseurs à crack. Et, ce n'est que très récemment qu'ils commencent à s'intéresser à ces questions. Pourtant, la prévention des risques liés à l'usage de drogues est une démarche globale qui ne peut pas s'attacher à prendre en compte certains facteurs plus que d'autres. Dans la pratique, nous constatons que les personnes qui prennent plus de risques par rapport à l'injection sont souvent les mêmes qui utilisent moins souvent les préservatifs ou qui partagent leurs doseurs à crack.

**Les prises de risques** relèvent plutôt d'une attitude globale des personnes qui est aussi fonction de leurs parcours personnels et du contexte de vie marqué par une précarité sociale importante. Il s'avère donc nécessaire aujourd'hui de réadapter nos pratiques de prévention, ceci d'autant plus que toutes les études épidémiologiques font apparaître une progression dramatique de l'hépatite C chez les usagers de drogues.

**A STEP et au Centre d'accueil d'EGO**, un premier pas a été réalisé dans ce sens puisqu'un groupe de travail intégrant les usagers de drogues a été mis en place pour penser la prévention des risques spécifiques à la consommation de crack par voie fumable et élaborer, de façon expérimentale, un « kit kiff ». Bien évidemment, nous vous tiendrons au courant de l'évolution de cette démarche et nous aurons à cœur de faire entendre ces nouveaux besoins de prévention.

Cécile Rougerie, coordinatrice de STEP

En raison du nombre important de structures et de l'espace restreint dont nous disposons pour cette de ne pouvoir inclure toutes les struc

## AUTO-SUPPORT

### ASUD

Auto-Support des Usagers et ex-usagers de Drogues  
204/206 rue de Belleville  
75020 Paris  
M° Télégraphe  
Tél. : 01 43 15 00 66  
asudnational@club-internet.fr

### ACT UP PARIS

45 rue Sedaine  
75011 Paris  
M° Voltaire  
Tél. : 01 48 06 13 89

### CIRC

Collectif d'Information et de Recherche Cannabique  
circ-fede@circ-asso.org

### TECHNO PLUS

64 rue Jean-Pierre Timbaud  
75011 Paris  
M° Parmentier  
Tél. : 01 49 29 90 30  
www.imaginet.fr/proselyt

## ASSOCIATION DE LUTTE CONTRE LE SIDA

### AIDES ÎLE-DE-FRANCE

119 rue des Pyrénées  
75020 Paris  
M° Marais  
Tél. : 01 53 27 63 00

### AIDES PARIS

52 rue du Fbg Poissonnière  
75010 Paris  
M° Poissonnière  
Tél. : 01 53 24 12 00

### SOLIDARITE ENFANTS SIDA

Soutien auprès des familles touchées par le SIDA  
24 rue Lieutenant Lebrun  
93000 Bobigny  
M° Bobigny/Pablo Picasso  
Tél. : 01 48 31 13 50

### DESSINE-MOI UN MOUTON

Aide aux enfants touchés par le VIH/SIDA et à leur famille  
35 rue de la Lune  
75002 Paris  
M° Bonne Nouvelle  
Tél. : 01 40 28 01 01

### ARCAT SIDA

Tout public touché par le VIH et leurs proches  
94/102 rue de Buzenval  
75020 Paris  
M° Buzenval  
Tél. : 01 44 93 29 29 (sur rdv)

## APPARTEMENTS THÉRAPEUTIQUES

### SOS HABITAT ET SOINS

Pour les personnes touchées par le VIH/SIDA  
379 av. du Pdt Wilson  
93300 La Plaine Saint-Denis  
Tél. : 01 55 87 55 56

### AURORE SERVICE ESPACE RIVIÈRE

Pour les personnes touchées par le VIH/SIDA  
23 rue du Dessous des Berges  
75013 Paris  
M° Porte d'Ivry  
Tél. : 01 45 86 80 30

## ASSOCIATION CHARONNE

Pour les usagers de drogues  
3 quai d'Austerlitz  
75013 Paris  
M° Quai de la Gare  
Tél. : 01 45 83 22 22

## CENTRE DIDRO

Pour les usagers de drogues  
9 rue Pauly  
75014 Paris  
M° Plaisance  
Tél. : 01 45 42 75 00

## LES BOUTIQUES

### LA BOUTIQUE

(espace mixte)  
Douche, soins, accompagnement social, échange de seringues, machine à laver  
86 rue Philippe de Girard  
75018 Paris  
M° Marx Dormoy  
Tél. : 01 46 07 94 84  
boutik18@club-internet.fr  
Du lundi au vendredi  
De 10h30 à 12h00  
et de 13h00 à 17h00

### BEAUREPAIRE

Accueil, accompagnement, consultation médico-sociale, soins infirmiers, douche, programme d'échange de seringues, conseil juridique (sur rdv)  
9 rue Beaurepaire  
75010 Paris  
M° République  
Tél. : 01 53 38 96 20  
Du lundi au vendredi  
De 10h00 à 13h00  
et de 14h00 à 17h00  
(fermée le jeudi après-midi)

### SIDA PAROLE

Programme d'échange de seringues, machine à laver, douche, petits déjeuners, permanences médicales, sociales et psychologiques  
8/10 rue Victor Hugo  
92700 Colombes  
Tél. : 01 47 86 08 90

## SOINS

### MÉDECINS DU MONDE

Soins, consultations  
62 av. Parmentier  
75011 Paris  
M° Parmentier  
Tél. : 01 43 14 81 61

## C.M. BOURSULT

Accueil pour personnes en difficultés, consultation, dépistage VIH et orientations  
54 bis rue Boursault  
75017 Paris  
M° Rome  
Tél. : 01 53 06 35 60  
Du lundi au vendredi  
De 8h45 à 12h30  
et de 13h30 à 17h15  
(le vendredi jusqu'à 16h40)

## CENTRE MOULIN JOLY

Suivi médical et social pour des populations confrontées au VIH/SIDA  
5 rue du Moulin Joly  
75011 Paris  
M° Couronnes  
Tél. : 01 43 14 87 87

## SPÉCIAL FEMMES

### LA BOUTIQUE

(espace femme)  
Douche, soins, accompagnement social, échange de seringues et machine à laver  
84 rue Philippe de Girard  
75018 Paris  
M° Marx Dormoy  
Tél. : 01 46 07 87 17  
Du lundi au vendredi  
De 10h30 à 17h00

### HORIZONS

10 rue Perdonnet  
75010 Paris  
M° La Chapelle  
Tél. : 01 42 09 84 84  
Du lundi au vendredi  
Le matin  
De 9h30 à 12h30  
L'après-midi  
lundi, mardi et mercredi  
De 13h30 à 18h00  
vendredi  
De 14h30 à 18h00

### CŒUR DE FEMMES

Accueil et suivi de femmes en grande exclusion  
4 rue Fulton  
75013 Paris  
M° Quai de la Gare  
Tél. : 01 45 83 52 72  
Du lundi au vendredi  
De 10h00 à 17h00

## SERVICES TÉLÉPHONIQUES D'URGENCE

Anonymes et gratuits

### DROGUES, ALCOOL, TABAC

### INFO SERVICE

Service national  
d'information, de prévention  
sur les dépendances  
24h/24  
113

### SIDA INFO SERVICE

24h/24  
0800 840 800

### HEPATITES INFO SERVICE

9h00 à 23h00  
0800 845 800

### SIDA INFO DROITS

mardi 16h00/24h00  
jeudi 16h00/20h00  
vendredi 14h00/18h00  
0801 636 636

fabrique, nous nous excusons d'avance auprès des partenaires dont les coordonnées ne figurent pas dans ce numéro  
res dans tous les secteurs d'activités les concernant.

## LA TERRASSE

est un service intersectoriel d'accueil et de soins pour les usagers de drogues illicites ou licites (alcool, médicaments, tabac, etc.). Il a été créé en novembre 1987, à la demande du ministère de la Santé, par les quatre secteurs de psychiatrie adulte et l'intersecteur enfants du 18<sup>ème</sup> arrondissement de Paris. Financé par le ministère de la Santé.

### Accueil et consultations

222 bis rue Marcadet  
75018 Paris  
M° Guy Moquet  
Tél. : 01 42 26 03 12  
Du lundi au vendredi  
de 10h00 à 18h00

### Unité méthadone

224 rue Marcadet  
75018 Paris  
M° Guy Moquet  
Tél. : 01 42 26 01 11  
Du lundi au vendredi  
de 8h30 à 16h30

### Boutique Boréal

64 ter rue de Meaux  
75019 Paris  
M° Jaurès  
Tél. : 01 42 45 16 43  
Du lundi au vendredi  
de 10h00 à 18h00  
Ouvert au public  
de 11h00 à 13h00  
et de 14h00 à 16h00)

### Équipe d'intervention de rue

Travail de rue et dans les squats, échange de seringues, information et aide à l'orientation sanitaire et sociale réalisés par trois animateurs de terrain.

### LES AMIS DU BUS DES FEMMES

Accueil de femmes prostituées  
6 rue du Moulin Joly  
75011 Paris  
M° Couronnes  
Tél. : 01 43 14 98 98

### AMICALE DU NID

Service d'Accueil et d'Orientation (S.A.O.)  
Accueil et réinsertion de femmes ou d'hommes prostitués(es) majeurs(es) seul(e) ou avec enfant(s)  
21 rue du Château d'Eau  
75010 Paris  
M° République  
Tél. : 01 42 02 38 98  
Du lundi au vendredi  
De 9h00 à 18h00

## SUBSTITUTION MÉTHADONE

### SOS DROGUE INTERNATIONAL

Espace Parmentier  
62 bis av. Parmentier  
75011 Paris  
M° Parmentier  
Tél. : 01 43 14 81 50

### RÉSEAU RIVE GAUCHE

Pour les usagers de drogues habitant la Rive Gauche  
Tél. : 01 45 45 30 90

### CENTRE PIERRE NICOLE

27 rue Pierre Nicole  
75005 Paris  
RER Port-Royal  
Tél. : 01 44 32 07 90

### MONTE CRISTO

Hôpital Européen Georges Pompidou  
20 rue Leblanc  
75015 Paris  
M° Balard  
Tél. : 01 56 09 26 91

### CENTRE CASSINI

8 bis rue Cassini  
75014 Paris  
M° Saint-Jacques  
Tél. : 01 58 41 16 78

### NOVA DONA

104 rue Didot  
75014 Paris  
M° Pernety  
Tél. : 01 43 95 81 75

## SEURAGES

### CENTRE MARMOTTAN

19 rue d'Armaillé  
75017 Paris  
Tel. : 01 45 74 00 04  
M° Charles De Gaulle-Étoile  
Du lundi au vendredi  
De 10h00 à 19h00

### HÔPITAL FERNAND WIDAL

Espace Murger  
200 rue du Fbg Saint-Denis  
75010 Paris  
M° La Chapelle  
Tél. : 01 40 05 42 14 (sur rdv)

## SORTANTS DE PRISON

### SRAIOSP

Aide à la réinsertion pour sortants de prison (sans sursis, ni mise à l'épreuve)  
4/14 rue Ferrus  
75014 Paris  
M° Glacière  
Tél. : 01 44 32 72 33 (sur rdv)

### ANPE

#### ESPACE LIBERTÉ EMPLOI

Aide à la recherche d'emploi ou de stage pour sortants de prison  
75 rue Rochechouart  
75009 Paris  
M° Anvers  
Tél. : 01 53 20 68 18

### PASS JUSTICE

Etre présenté par un travailleur social  
27 rue Pierre Nicole  
75005 Paris  
M° Port-Royal  
Tél. : 01 44 32 07 60

### L'ESTRAN

Etre présenté par un travailleur social  
10 rue Ambroise Thomas  
75009 Paris  
M° Poissonnière  
Tél. : 01 53 24 92 20 (sur rdv)

### LE VERLAN

Centre d'hébergement  
Etre présenté par un travailleur social  
35 rue Piat  
75020 Paris  
M° Pyrénées  
Tél. : 01 44 62 26 90

### ARAPEJ 75

17 rue de l'Échiquier  
75010 Paris  
M° Strasbourg Saint-Denis  
Tél. : 01 42 46 06 73

## DOCUMENTATIONS ET INFORMATIONS

### CRIPS

(Centre Régional d'Information Prévention SIDA)  
Tour Montparnasse  
33 av. du Maine  
75015 Paris  
M° Montparnasse-Bienvenue  
Tél. : 01 56 80 33 33  
www.crips.asso.fr

### OFDT

(Observatoire Français des Drogues et des Toxicomanies)  
105 rue Lafayette  
75010 Paris  
M° Poissonnière  
Tél. : 01 53 20 16 16

## SUIVIS PSYCHOLOGIQUES

### LA CLEPSYDRE

6 rue Deguerry  
75011 Paris  
M° Goncourt  
Tél. : 01 40 21 39 57

### ESPAS

Soutien psychologique des personnes concernées par le virus du VIH et de leurs proches  
36 rue de Turbigo  
75003 Paris  
M° Etienne Marcel  
Tél. : 01 42 72 64 86 (sur rdv)  
Du Lundi au Vendredi

## COORDINATION TOXICOMANIES 18

Vous pouvez nous appeler pour faire part de vos difficultés, prendre rendez-vous, demander le passage de médiateurs « Première ligne », participer à la réflexion et à la recherche d'actions concrètes à mener pour améliorer la situation dans les quartiers :

**La Chapelle-Marx Dormoy, La Goutte d'Or, Simplon-Clignancourt.**

87 rue Marcadet 75018 Paris - M° Marcadet-Poissonniers  
Tél. : 01 53 28 08 89 - Du lundi au vendredi de 10 heures à 20 heures

## Dernière minute : « la réduction des risques est-elle en danger ? »

**Au moment du bouclage du présent numéro**, nous apprenons, avec angoisse et stupéfaction, la nouvelle de l'inculpation de l'ex-président de l'association Techno-Plus. Les raisons à l'origine d'une telle procédure ? Selon les termes de la 16<sup>ème</sup> Chambre Correctionnelle du Tribunal de Grande Instance de Paris : « avoir à Paris et sur le territoire national, courant 2002, en tout cas depuis temps non prescrit, facilité l'usage de substance ou plante classée comme stupéfiants, en prodiguant sur un site Internet [www.technoplus.org](http://www.technoplus.org) des conseils sur la manière de consommer de la cocaïne et d'autres stupéfiants, sous les titres "le sniff propre", et "Drug mix" ». Ce qui veut dire que l'accusation porte sur la divulgation, via Internet, de plaquettes de réduction des risques.

Nous ne pouvons pas passer sous silence un événement d'une telle importance. Il incite à nous interroger sur la signification politique de cette procédure : est-ce la remise en question de la politique de réduction des risques tous azimuts ?

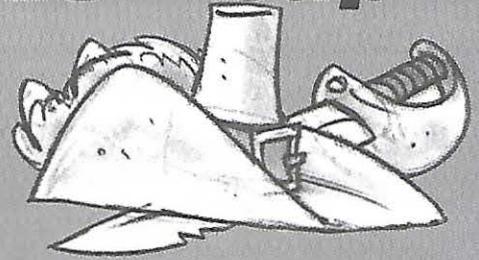
Pourtant, de nombreux indicateurs de santé publique, en France, attestent de l'intérêt de la mise en œuvre d'une telle politique : réduction du nombre d'overdoses mortelles, diminution sensible de l'infection par le VIH parmi les usagers de drogues, et nette augmentation du nombre d'usagers en contact avec le système de soins. Par ailleurs, les sondages d'opinions réalisés par l'Observatoire Français des Drogues et des Toxicomanies (OFDT) nous indiquent que la population française a compris et soutient cette politique, qui lui apparaît utile et nécessaire. Ainsi, 60 % des Français sont « plutôt d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec la vente des seringues sans ordonnance, et il en est de même, concernant les traitements de substitution, pour 82 % des Français. Alors que seulement 25 % croient en la « possibilité d'arriver à un monde sans drogues »<sup>1</sup>.

Malgré ces chiffres et les résultats avérés de cette politique, cet événement, associé au silence officiel que révèle l'absence d'un nouveau plan triennal sur les drogues et les dépendances, ne fait que renforcer nos craintes.

Lia Cavalcanti, directrice générale,  
et Guillaume Pfaus, coordinateur du Centre d'accueil

1) Source : EROPP 2002, OFDT.

## Le « Cap »



Il était un de ces amis qui ont toujours été là. À chaque problème, mais aussi, à chaque fête du quartier, il était parmi nous, avec nous.

Il faisait partie de ceux qui disaient : « les enfants ne peuvent pas rester dans la rue comme ça, il faut faire quelque chose ! » Alors, avec Daddy, il a été à l'initiative d'une équipe de foot, puis une autre, et une autre, et, enfin, un vrai club de foot est né. Durant des années, il a entraîné bénévolement ces équipes. De ce fait, pour les jeunes, il était notre Capitaine, on l'appelait « Cap ». Pour les plus vieux, c'était « Momo » ou « Mohamed ».

C'était une figure du quartier, sous ses airs bourrus, il avait un grand cœur et une énorme générosité. Moi, quand j'étais jeune, je n'osais pas lui parler, il m'impressionnait, mais je le respectais, alors je ne faisais que le saluer. Il y a presque vingt ans de cela, on a passé une soirée ensemble à refaire le monde et c'est là que je l'ai réellement connu et apprécié. Il est parti ce mardi 17 juin dans la matinée, il nous manque déjà, mais il sera toujours avec nous.

Leila

La première fois que j'ai rencontré le « Cap », c'était il y a bien longtemps. C'était en période de « Portes ouvertes » à la Goutte d'Or. J'avais pas mal bourlingué, je cherchais un port pour poser mon sac, mes toiles et mon grain de sel. Je rentrais donc dans cette Taverne, sans nom, en face du square Léon. Dans cet endroit sombre et enfumé, les yeux des vieux pirates lâchèrent leurs cartes en se tournant vers moi. Je me dirigeais vers le bar où se tenait un rude gaillard à l'air bourru (mais comme vous l'a déjà dit Leila, ce n'était qu'une apparence), je lui demande : « Serait-il possible d'installer une exposition et de jouer de la musique dans votre établissement ? » De sa voix rude, il me répondit aussi sec : « Tope là » J'avais rencontré le « Cap ».

Ah ça, on en a fait des trucs de dingue pendant huit ans dans ce bar ! Des concerts, des expositions, des fêtes de la Goutte d'Or, d'autres « Portes ouvertes », des carnivals, des jours de l'an comme dans les téléfilms et de plus en plus de nouveaux groupes... Une vraie mosaïque.

À la Goutte Rouge, notre ennemi à tous, c'était l'ennui. Tu es parti, maintenant, ben... on s'ennuie de toi là-bas. Quel sale tour !

On t'aimera toujours, on pensera toujours à toi. Salam Rouya.

Babarama

# Face au SIDA, la négligence est fatale

La recrudescence de l'infection par le VIH est telle, actuellement, qu'il ne semble pas inutile de rappeler quelques mesures pratiques qui peuvent revêtir une importance primordiale en cas de prise de risque.

## Que faire en cas de contamination accidentelle ?

Tout accident d'exposition au sang, toute blessure avec une aiguille usagée ou souillée, tout rapport sexuel sans protection, donc avec un risque de contamination par le virus du VIH, sont des situations d'urgence médicale.

Dans ces circonstances, différents services (médecins généralistes, urgentistes, médecins de garde, pharmaciens, infirmières, travailleurs sociaux, équipe de CDAG, structures spécialisées...) peuvent être sollicités en premier lieu. Le temps écoulé depuis la prise de risque, sera alors évalué, la personne informée de l'existence d'un traitement prophylactique et orientée.

### Si le délai est inférieur à 48 heures :

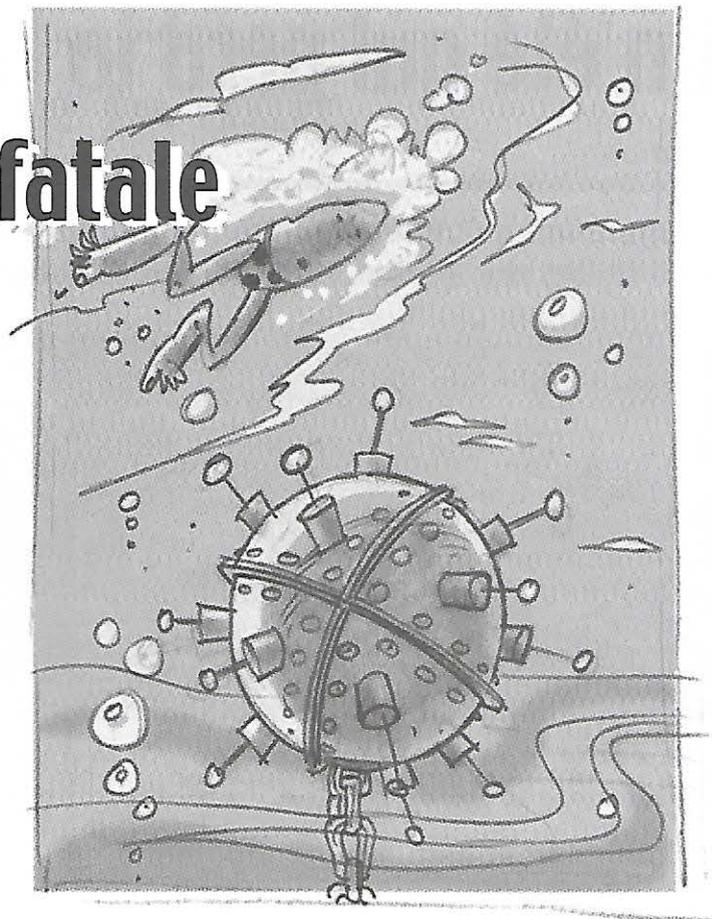
- Orienter la personne immédiatement vers un service à même de délivrer une trithérapie en urgence qui sera prescrite en fonction de l'évaluation du risque encouru ;
- L'efficacité de ce traitement commencerait à diminuer à partir de la 8<sup>ème</sup> heure après la prise de risque ;
- Vérifier que le service d'urgence où est orienté le patient dispose d'un kit de traitement, notamment si cet accueil aux urgences a lieu la nuit ;
- Après la délivrance de ce traitement en urgence, le patient sera orienté vers un médecin « référent VIH ». Celui-ci organisera le suivi et la poursuite du traitement qui devra être pris pendant un mois.

### Si le délai est supérieur à 48 heures :

Il s'agit alors de la prise en charge d'un diagnostic précoce qui sera réalisé par un médecin, généraliste ou spécialiste, compétent en matière de VIH.

Didier Robert

Ce texte a été réalisé grâce à la contribution du Dr. Danièle Schnall



## Qui contacter en urgence ?

### - Urgences hospitalières

Bichat	→	01 40 25 81 36
Lariboisière	→	01 49 95 64 43
Saint-Louis	→	01 42 49 91 17
Hôtel Dieu	→	01 42 34 82 32
Hôtel Dieu	→	01 42 34 82 33
Pitié-Salpêtrière	→	01 42 17 72 47
Cochin	→	01 58 41 27 21
HEGP	→	01 56 09 32 65

### - Consultations de dépistage

CMS Le Figuier	→	01 49 96 62 70
CMS Ridder	→	01 58 14 30 30
CMS Belleville	→	01 40 33 52 00
Hôpital F. Widal	→	01 40 05 43 75
Hôpital Pitié-Salpêtrière	→	01 40 16 10 63
Hôpital Saint-Louis	→	01 42 49 99 24
Hôpital Cochin	→	01 58 41 18 17
Hôpital Saint-Antoine	→	01 49 28 21 53
Hôpital Bichat	→	01 40 25 84 34
Croix Rouge	→	01 42 61 30 04
Institut Alfred Fournier	→	01 40 78 26 56

# Un été qui perd la tête !

« J'espère, lorsque l'on va à un concert, on n'en sort pas indemne », lance Giulia De Vecchi de l'ADCLJC<sup>(1)</sup>, avant de nous emmener dans les coulisses de cet événement désormais, incontournable.



« La Goutte d'Or en fête » est revenue du 20 au 29 juin nous retrousser les oreilles en brassant très large : des Sound systems du Barbès Tour, au concert du brésilien, Silverio Pessoa, en passant par la musique Tzigane, le théâtre, le jeu de pistes et les arts du cirque, la photographie, la mode, etc. Déjà, la programmation transversale et pluridisciplinaire traduit le défi de cette fête : élargir l'espace des rencontres en multipliant les prétextes à l'échange. Sans oublier un atout de taille pour cette fête qui accueille plus de 15 000 visiteurs : l'accès est gratuit !

**27 années de fête.** Giulia rembobine cette mémoire festive jusqu'en 1976, date de sa naissance. Autour d'un repas de quartier et de la musique de fanfare, la fête de la Goutte d'Or se déroulait un dimanche en juillet. Au fur et à mesure, les associations de la Goutte d'Or œuvrant dans différents domaines (prévention sanitaire, aide au logement, loisirs, activités culturelles, etc.) se rejoignent dans une coordination inter associative pour organiser ce festival avec le soutien financier de la Ville, des entreprises, telles Tati, EDF-GDF, etc.

**Au pluriel.** Depuis quelques années, la fête de la Goutte d'Or travaille à dépasser les choix musicaux strictement communautaires (Maghreb, Afrique noire).

La pluralité devient une langue « Goutte d'Or » de la diversité d'expressions, de genres, jusqu'aux lieux de manifestations (l'église Saint-Bernard, les bars, les squares, les rues). « Les gens qui ne rentraient pas forcément à l'église, le font du coup pour la musique et vivent ce lieu différemment » explique Giulia.

Ce choix balise l'idée d'ouvrir le quartier à des gens de l'extérieur afin de partager nos richesses tout en invitant les habitants à découvrir, d'autres cultures, une proximité avec l'autre.

Chaque année, les mamans du quartier sont présentes, auteurs des plats du monde qui nous sont proposés tout au long du festival. Cependant, elles ne sont pas les seules conviées à participer, il s'agit aussi d'impliquer à travers le projet des habitants dans la vie du quartier. Ces derniers sont invités à participer aux réunions, à exposer leurs idées. On les aide également à monter leurs propres projets. Même si la porte reste ouverte, en réalité, c'est davantage à travers les associations du quartier, qui sont très actives dans le festival, que se réalisent des projets individuels.

Créativ' : berceau d'acteurs culturels. « Cette année, on a monté en partenariat avec la FNAC et l'IRMA<sup>(2)</sup>, une formation

avec six jeunes du quartier, entre vingt et vingt-trois ans, aux métiers de la musique et du spectacle vivant (conception d'un festival, production, manager). C'est encore expérimental. » Là, ils réalisent une compilation des artistes de scène de l'édition 2003 de « La Goutte d'Or en fête ». Ils s'occupent de la conception, de la distribution, de la promotion, des contraintes administratives, etc.

Les morceaux, les sons, les ambiances du quartier, les textes poétiques, viennent restituer le parfum festif de la Goutte d'Or. Le CD<sup>(3)</sup> produit à mille exemplaires est vendu à cinq euros. Les bénéfices seront réinvestis dans la prochaine édition.

Si l'opération réussit, Créativ', qui vise à insérer des jeunes sortis du système scolaire, sera poursuivie et les subventions seront reconduites pour l'année prochaine. Longue vie à cette initiative dans un contexte, où, ceux qui provoquent l'échange manquent.

Makeda Moussa, bénévole à EGO et habitante du quartier de la Goutte d'Or

(1) Association pour le Développement de la Culture et des Loisirs des Jeunes (ADCLJC) de la Chapelle.

(2) IRMA : Institut de Ressources des Musiques Actuelles

(3) « La Goutte d'Or en fête, la compilation » sera disponible dans les associations locales participant à l'organisation et aux FNAC Forum des Halles, FNAC Etoile, FNAC Saint-Lazare.

## Dans le tourbillon de la nuit

Dans le tourbillon de la nuit,  
Je m'évanouis, me nuis, m'ennuie  
Pensant que la vie est inouïe,  
La nuit, mon meilleur ennemi,  
Je ne suis que son ombre embellie  
Au petit matin, je me réveille salie  
Croyant par là même  
Que ce n'était qu'un rêve.  
Dans le tourbillon de la nuit,  
L'on se sourit,  
L'on se réchauffe avec l'eau de vie,  
L'on s'évapore dans l'artifice,  
Par peur de la lumière du jour.  
Dans le tourbillon de la nuit,  
Les Belles au Bois dormant et leurs Princes,  
Ne sont que chimères.

Charlotte B.



### Dans cette guerre

Il y a beaucoup de couleurs qui apparaissent  
Des armes, des enfants, du sang, des bombes, des  
murs, des pères  
Beaucoup de gens regardent ça  
Tous les enfants du monde  
Ont du mal à dormir la nuit.

Anonyme

À qui appartient la Terre ?  
À quoi sert l'homme sur cette Terre ?

Has

DU REFLLET  
D'UNE OMBRE  
M O N  
ENFANCE EST  
R E S T É E  
S O M B R E  
L' A M O U R  
I N E X I S T A N T  
J' A I D Ū  
M' E N F U I R  
S O U V E N T  
D A N S L E Q U E L  
J E R É V A I S  
D' U N E  
M A M A N  
P L E I N E  
D' A M O U R  
M E S E R R A N T  
D A N S S E S  
B R A S  
P O U R  
T O U J O U R S.  
MARILYN



### L'espoir d'une paix

C'est commencer par détruire toutes les  
armes  
Plutôt que d'éliminer des êtres humains  
innocents  
Je souhaite passer un message  
Une guerre ce n'est pas un feu d'artifice  
Mais des couleurs de douleurs  
Alors vous qui gouvernez cette Terre  
Essayez de lancer des lueurs d'espoir et de  
paix  
Pour que des êtres humains puissent vivre  
tout simplement  
Sans être inquiets pour le futur de leurs  
enfants et leurs petits-enfants  
Vive la liberté

Momo Saada

Le Comité d'usagers de l'association EGO s'est  
investi dans une démarche de sensibilisation  
des usagers de drogues par des messages.  
Voici quelques exemples :

NOUS N'AVONS NULLEMENT LE DROIT DE  
METTRE EN DANGER AUTRUI.  
« CASSONS NOS AIGUILLES. »

ANONYME

Vous qui utilisez des  
seringues, ayez conscience que  
vous n'êtes pas tout seul. Alors  
n'oubliez pas de casser votre  
a i g u i l l e .

Elianne

Je me shoote, mais je me  
dois de penser aux autres

Anonyme

ENSEMBLE, NOUS POUVONS PROTÉGER LES  
AUTRES DE NOS PRATIQUES.  
« CASSE L'AIGUILLE. »

ANONYME

19h00. Le Centre Ney, situé au 17 boulevard Ney dans le 18<sup>ème</sup> arrondissement de Paris, ouvre ses portes devant lesquelles une longue file d'attente...

## Le Centre Ney : un hébergement d'urgence

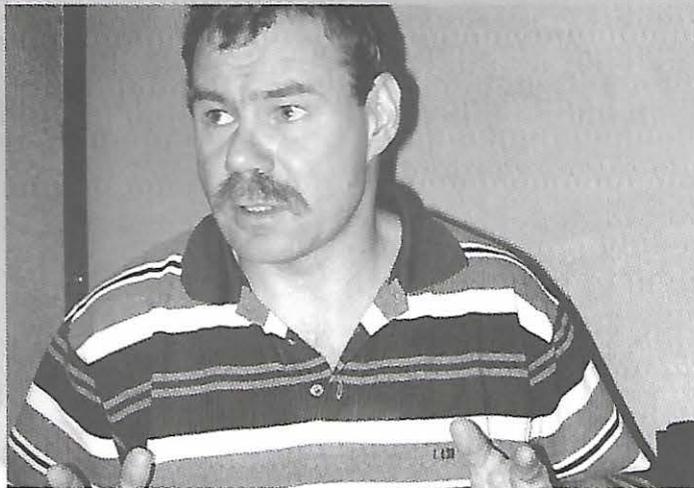
C'est accompagné d'Hassan, ancien hébergé et d'Abdelkrim, salarié et responsable du Comité des usagers d'EGO, qu'ALTER EGO le journal part en reportage au centre Ney, un foyer d'hébergement d'urgence qui se situe, comme son nom l'indique, boulevard Ney (porte de la Chapelle), dans le 18<sup>ème</sup> arrondissement de Paris.

Le centre Ney a été ouvert en janvier 1996 à l'initiative du SAMU social, de la Ville de Paris et de l'association des Cités. Il accueille toute l'année pas moins de cent quarante personnes chaque nuit (hommes majeurs et seuls). En 2002, ce n'est pas moins de 2 342 personnes qui ont été reçues. Pour y être admis, il est obligatoire de passer par le 115 (SAMU social de la Ville de Paris). « Chaque soir, nous recevons un fax de leur part avec les cent quarante noms que le SAMU social a inscrit » explique Luc Monti, directeur. « Toutes ces personnes sont inscrites automatiquement pour sept nuits maximum. » Malheureusement, à la fin de ces sept nuits, elles doivent refaire le 115 pour s'inscrire à nouveau et ainsi de suite sans limite dans le temps. « Là où cela devient intéressant

pour le travail à long terme que l'on voudrait envisager avec les hébergés, » continue Luc Monti, « c'est que nous avons la possibilité de faire, nous-mêmes, certaines prolongations sans être obligé de repasser par le SAMU social. Dans ces cas-là, c'est nous qui envoyons au 115 une liste de quarante personnes que l'on désire prolonger. » Ces noms ne sont pas tirés au sort ou retenus par tel ou tel travailleur social. C'est en équipe, avec les travailleurs sociaux du foyer, que cela se discute et c'est à celui qui aura montré le plus de volonté à entreprendre des démarches qui pourra prétendre à une reconduction. Il est alors passé des sortes de petits contrats plus ou moins à long terme et, parfois, s'il le faut « des contrats au jour le jour », avec les personnes, avec pour objectif de

« sortir de l'urgence ». « Cette prolongation permet aux gens de se stabiliser au moment où eux se sentent près et, aidés par un travailleur social du centre, de mettre un projet en place. » Quand une place se libère, l'équipe choisit ensemble une nouvelle personne. Untel en ce moment vient les voir régulièrement ou participe à telle ou telle activité ou untel est en danger pour sa santé, etc. et pour citer le directeur, « c'est surtout par rapport à ce que la personne nous renvoie. Certaines viennent et repartent sans que nous puissions mettre leur nom sur un visage tant elles sont discrètes. Notre priorité, à notre niveau, c'est de les sortir de l'urgence. »

**Sortir de l'urgence.** À peine un hébergement est trouvé qu'il faut s'assurer d'en trouver un autre pour après. Difficile dans ces conditions de trouver le temps d'entreprendre d'autres démarches. Au centre Ney, « sortir du dispositif des centres d'hébergement d'urgence et éviter de devoir repasser par le 115, d'être dans une situation sociale plus stable et d'avoir réalisé un premier pas en dehors de l'urgence » est un des objectifs du centre explique Luc Monti. Pierre, soixante-sept ans, à la retraite, est hébergé depuis plusieurs semaines au centre Ney. Il reconnaît que parmi tous les centres qu'il a pu faire, celui-ci est, selon lui, de loin le meilleur. « Ici, les accueillants nous respectent. C'est propre, on mange bien et c'est tranquille. Dans les autres centres » nous dit-il, « c'est souvent le bordel et l'on ne nous accueille pas toujours très bien. » Stéphane, quarante-deux ans, attend un appartement social. En attendant, il vient au centre Ney, pour pouvoir être en état de faire d'autres démarches. « Pour trouver du travail. » explique-t-il « Il y a quelques années, j'avais une situation sociale des plus respectables. » Et une histoire d'amour qui dure plus de vingt ans, dont-il a deux enfants. Un jour, sa femme le quitte et emporte tout, même les garçons. Il se retrouve seul. Pour lui, le centre Ney, c'est sa façon de ne pas perdre le Nord. « Des fois, j'en ai tellement assez que j'ai envie d'en finir avec la vie » raconte-t-il en nous faisant un geste de désespoir. « Ici, j'ai des contacts avec des éducateurs, des personnes qui deviennent des copains. Si je suis là, cela veut dire que je n'ai pas encore touché le fond. On nous demande de faire des démarches qui n'en finissent plus et l'on nous fait attendre trop longtemps. Si on n'a pas un endroit où se poser, c'est impossible de s'en sortir » assure-t-il catégoriquement. D'un bond, il se lève. Il doit nous laisser, car « je dois aller au conseil de



**Luc Monti,**  
**directeur du Centre Ney**

maison. J'ai des choses à dire. » indique-t-il.

**Le conseil de maison.** Animé par un des membres de l'équipe (une fois sur deux par un membre de la Direction), le Conseil de maison a lieu chaque mois à 20 heures. Deux membres de l'équipe d'Espoir Goutte d'Or y ont été invités. Il est essentiel à la vie interne du centre. Chaque hébergé est invité à y participer et est informé par voie d'affichage. L'ordre du jour est établi en collectif en début de séance et pour que les informations et les débats soient bien transmis, un compte-rendu de la séance est affiché à plusieurs « Points infos ». « Ce principe permet à chaque hébergé de s'approprier le Conseil de maison et de savoir que chacun a le droit de s'exprimer sur ce qui se vit dans le centre » peut-on lire dans le rapport d'activité 2002. Les discussions sont diverses et variées et tournent assez souvent autour de l'hygiène, mais aussi sur les heures d'ouverture, des prolongations de séjours, ou encore des loisirs comme celui de la télévision, le respect entre tous (hébergés et travailleurs

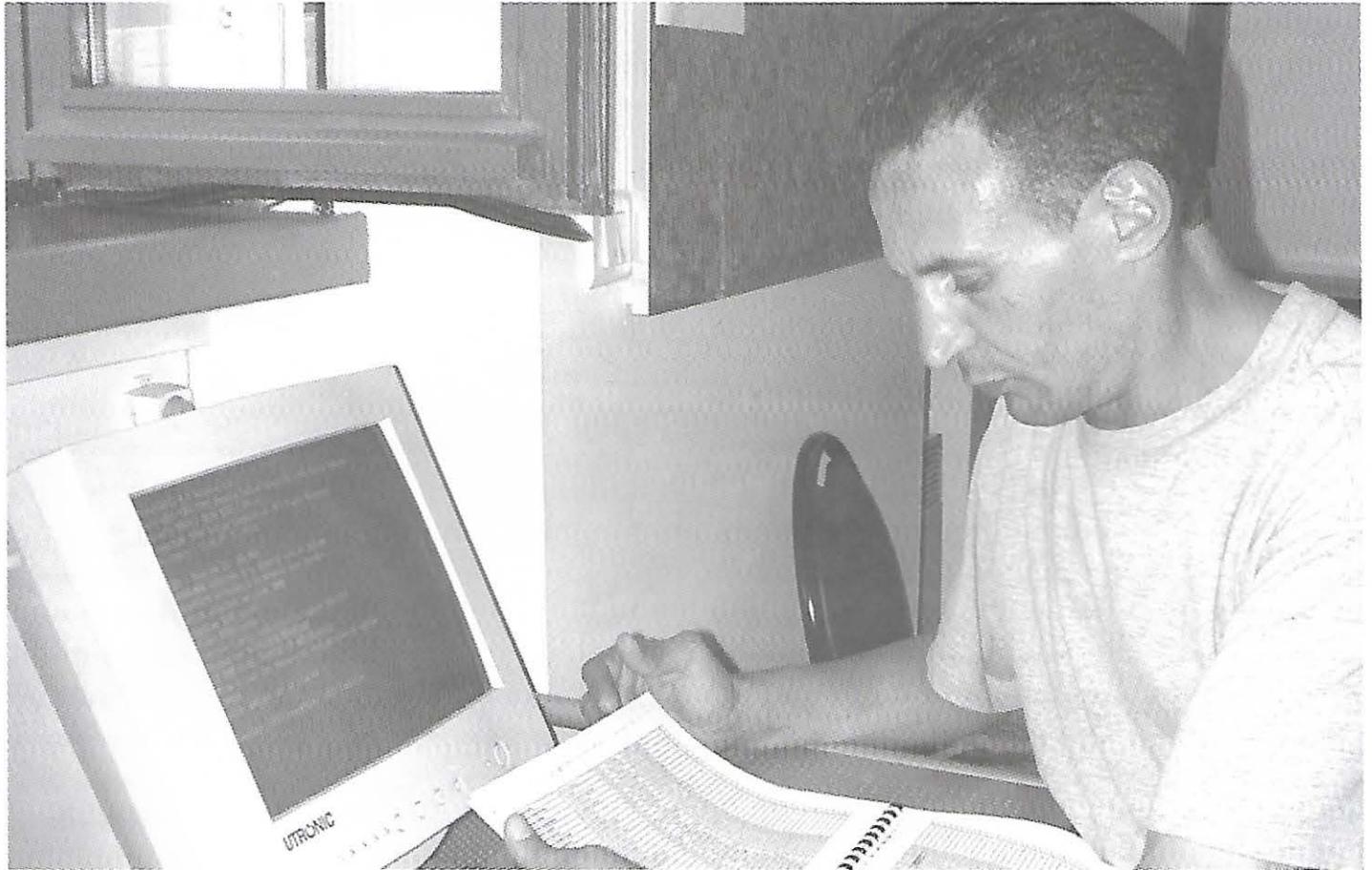
sociaux), de la difficulté à être un non-fumeur, etc. Hassan révèle que « parmi les hébergés se trouvent, parfois, des toxicomanes qui n'osent pas parler de sujets tournant autour de l'usage de drogues pour ne pas s'afficher. » Pour Luc Monti, c'est une population que nous nous devons de recevoir comme toutes les autres personnes. Même si, explique-t-il « c'est une population très difficile à gérer. Souvent les toxicomanes ne dorment pas la nuit et cela cause parfois des troubles avec les autres hébergés. »

**Enquête.** L'Insee a publié en janvier 2002 les résultats d'une enquête nationale menée auprès des personnes sans domicile ou en grande difficulté. L'objectif de l'enquête était de décrire la situation économique et sociale des personnes sans domicile fréquentant les services d'aide, et les difficultés d'accès au logement qu'elles rencontrent. 63 500 adultes, accompagnés de 16 000 enfants, dont un grand nombre en bas âge, ont été recensés, auxquels l'Insee a ajouté les 6 500 étrangers hébergés dans les centres d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA), pour un nombre global de 86 000 personnes. Il reste encore beaucoup à faire pour trouver un hébergement digne de ce nom pour toutes ces personnes.

Hassan, usager de l'association EGO,  
Abdelkrim et Didier Robert, salariés d'EGO

# Lettre d'un usager d'EGO au Premier Ministre

Hassan (photo ci-dessous), ex-usager de drogues est régulièrement présent, l'après-midi, à l'association EGO. Il a voulu exprimer auprès du Premier Ministre son inquiétude quant au risque de fermeture de la structure.



## Monsieur le Premier Ministre,

J'ai cet honneur de vous écrire cette lettre. Enfin, cher Monsieur ! Je suis vraiment désolé d'apprendre que vous voulez laisser tomber l'association EGO sans connaître la vie des usagers qui s'y trouvent. Comment ils souffrent, jour et nuit ? Comment voulez-vous qu'ils puissent s'intégrer et ne pas faire n'importe quoi, voire même des choses dangereuses ?

Bref, grâce à cette association et aux accueillants, j'ai retrouvé un peu de confiance en moi. Maintenant je peux m'exprimer et ne plus faire n'importe quoi.

Si l'association devait fermer, cela serait une catastrophe pour moi et tous les autres. Et tout aussi dangereux pour la société. Cette association me change de l'univers de la rue.

Je vous remercie d'avance et j'espère de tout mon cœur que vous lirez ma lettre, mot à mot. Ne laissez pas tomber l'association EGO, car pour moi et tous les autres qui viennent ici, nous la considérons comme notre famille et même plus.

Que faire pour se faire entendre quand on est dans la rue ? Je ne souhaite à personne d'être un jour dans la même situation que celle des usagers de drogues.

Veuillez, Monsieur le Premier Ministre, agréer l'expression de mes salutations les plus distinguées.

Hassan, usager de l'association EGO

# Pourquoi, malgré ses airs de famille, EGO n'en est pas une ?

Monique, habitante du 18<sup>ème</sup> (infirmière à la retraite), est bénévole à l'association EGO depuis plusieurs années et responsable de l'atelier d'écriture aux personnes incarcérées. L'objectif étant que ces personnes ne se sentent pas abandonnées et qu'elles ne perdent pas le contact avec l'extérieur.



J'ai, comme toutes les personnes qui poussent la porte d'EGO pour la première fois, été très surprise d'y constater une ambiance aussi chaleureuse, si pleine d'amour. À tel point que je n'étais pas loin de dire, comme certains stagiaires qui assistent à la réunion du Collectif le mercredi soir : « on se sent en famille. »

En me posant la question : « mais au fait qu'est-ce qu'une famille ? », j'ai trouvé dans le dictionnaire : « Une famille, c'est un groupe de personnes liées par un lien de parenté et vivant généralement sous le même toit. » Or, à y bien regarder, nous savons combien cela est difficile, justement de vivre ensemble...

La famille est un trésor, certes, mais elle est aussi un maillon d'une longue chaîne de transmission venant de la nuit des temps, qui nous transmet le meilleur comme le pire.

Alors, des secrets se forment de façon souterraine et deviennent ces fameux « secrets de famille » qui pèsent quelquefois lourd dans notre inconscient et risquent de nous jouer bien des tours. Ce qui se passe entre les sujets n'est pas du même ordre que ce qui se passe à travers les sujets, lesquels pouvant être tout à fait inconscients de l'héritage qu'ils transmettent.

C'est ainsi que l'on peut rencontrer la répétition de certaines

situations, alors que le premier traumatisme a eu lieu plusieurs générations auparavant.

La famille se veut solide, elle désire que tous ses membres s'aiment, elle se voudrait indestructible, alors pour ce faire elle va taire un certain nombre d'événements ou de faits qui risqueraient d'en troubler l'homéostasie, donc la paix.

Bref, la famille, c'est pas si cool que cela en a l'air ! Il n'est que de regarder notre propre famille ou les relations que certains usagers de drogues entretiennent avec la leur. Pour certains, ils se sont vus rejetés à cause de leur dépendance et pour d'autres, ils doivent ne pas la dévoiler de peur de la réaction qu'ils craignent de la part de leurs parents.

Heureusement, à EGO, nous ne sommes pas une famille, et ainsi, nous pouvons être clairs les uns envers les autres sans craindre de voir les liens se distendre. Les conflits n'y entraînent pas de lourds secrets. Sans « familialisme », nous pouvons nous aimer avec le respect dû à chacun et, avec la distance nécessaire, pour ne pas devenir « co-dépendant. »

Alors, oui, EGO n'est pas une famille et c'est très bien comme cela.

Monique, bénévole

# Kaléidoscope

## Centre polyvalent d'actions culturelles et solidaires

**Le local.** Ce qui frappe d'abord en entrant, c'est l'espace : le lieu est grand, lumineux. La cuisine, spacieuse, est encore en cours d'aménagement quand je visite, ça vient d'ouvrir. Des petites tables rondes, des chaises aux couleurs vives, cela fait un peu « *café d'étudiant* », l'animateur de l'atelier photo s'y est installé pour présenter son atelier à un nouvel arrivant. Sur des panneaux sont exposées photos et peintures. Un peu séparées, deux banquettes et une table basse, un coin un peu plus « *salon* » accueille une partie de jeu de dames. Ajoutons une bibliothèque, un coin de documentation, un bureau vitré, une petite pièce pour des entretiens individuels et le décor est planté.

**Combattre l'ennui.** « *Kaléidoscope est né, tout d'abord, d'un constat, celui de l'ennui et de l'isolement comme frein à l'insertion sociale des personnes en grande précarité et de la nécessité de les briser. Ensuite, il s'est enrichi d'un souhait, celui de l'accès à la culture pour cette population. Il s'est légitimé par une volonté, celle de lutter contre l'exclusion et de participer, ainsi, au développement de la citoyenneté* » pouvons-nous lire, entre autres, dans le projet de l'association.

Pour cela, les activités sont déclinées sur plusieurs modes :

■ Un accueil convivial tous les après-midi de 13 heures à 18h30 ;

■ Il facilite la découverte de la structure, les rencontres et le dialogue, entre usagers, avec l'équipe et les intervenants ;

■ Des animations ponctuelles qui permettent de découvrir des pratiques culturelles ;

Des ateliers pour pratiquer de façon plus approfondie des activités créatives.

Destiné en priorité aux usagers de drogues, Kaléidoscope se veut être un lieu ouvert sur l'extérieur, particulièrement sur le quartier. Relais d'information pour les associations locales, ses locaux peuvent aussi leur servir de lieu d'exposition.

Sandrine Guillon, salariée d'EGO

## Le programme.

### – LUNDI

- \* 10 heures à 13 heures : Atelier d'expression théâtrale
- \* À partir de 15 heures : Atelier ouvert « *Livre et conte* »  
Avec Farida Ouchani

### – MARDI

- \* 10 heures à 13 heures : Espace femme : Atelier « *Art de soi* » autour de la relaxation, du maquillage et de l'image de soi
- \* 14h30 à 17h30 : Atelier « *Bien-être et créativité* » autour de l'art plastique (dessin, peinture, terre, sculpture)  
Avec Marina Lesur
- \* 15 heures à 16h30 : Animation discussion autour d'un thème d'actualité  
Avec Mikaël Quillou

### – MERCREDI

- \* 9h30 à 13 heures : Atelier cuisine « *Saveurs du monde* »  
Avec Philippe Zegouri
- \* 14h30 à 17h30 : Atelier de l'image et de la photographie  
Avec Indra Granger
- \* 14h30 à 17h30 : Animation informatique  
Avec Elodie Deséze

### – JEUDI

- \* 10 heures à 13 heures : Atelier « *Création théâtrale et compagnie* »  
Avec Clotilde Girier
- \* 14h30 à 17h30 : Animation « *Art et découvertes* »  
Avec Daniel Grenier
- \* 15 heures à 16h30 : Accueil des premiers arrivants

### – VENDREDI

- 14h30 à 17h30 : Animation « *Images à l'appui* » autour du cinéma  
Avec Waldo Camacho

Kaléidoscope 7 rue Carolus Duran 75019 Paris - M° Télégraphe  
Tél. : 01 40 03 90 90

# POUR COMMANDER NOS PLAQUETTES DE PRÉVENTION

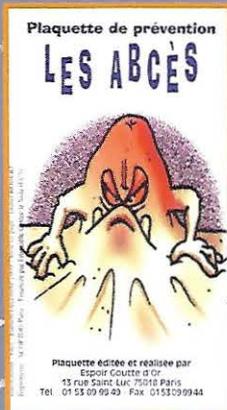
(30 exemplaires maximum par commande  
contre paiement par chèque de 10 €)

**Par courrier :** Espoir Goutte d'Or, 13 rue Saint-Luc 75018 Paris,  
Tél. : 01 53 09 99 49 Fax : 01 53 09 99 44

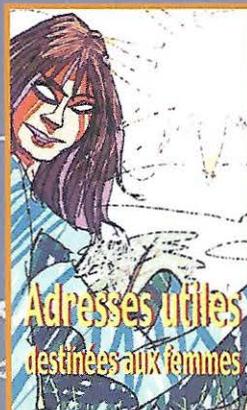
**Par e-mail :** alteregojournal@club-internet.fr



Hépatite C



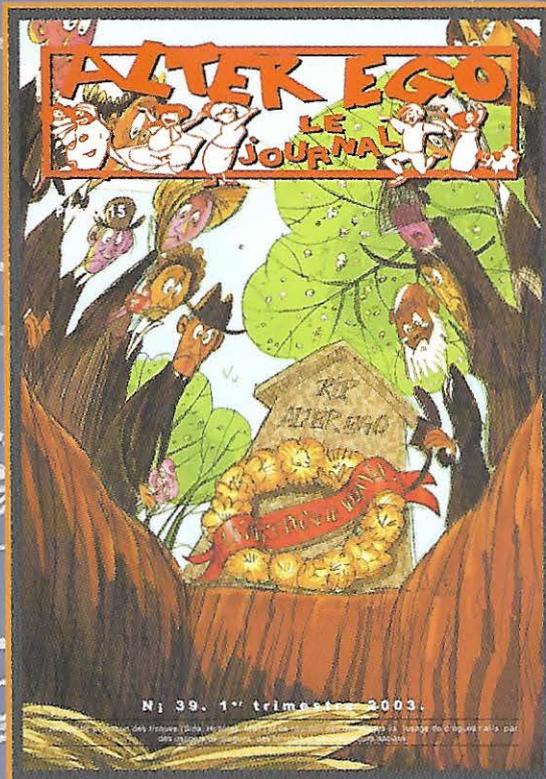
Abcès



Adresses  
utiles, spécial  
« femmes »



Malaise et  
overdose



ALTER EGO le journal N° 39  
1<sup>er</sup> trimestre 2003

## Bulletin de soutien

à Espoir Goutte d'Or et/ou à ALTER EGO le journal

Vous pouvez nous envoyer votre don, afin de soutenir « ALTER EGO le journal » et/ou « la lutte contre l'exclusion »

menée par l'association Espoir Goutte d'Or.

- |  |                                   |                                   |                                   |   |
|--|-----------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|---|
| <input type="checkbox"/> Je désire soutenir ALTER EGO le journal                 | <input type="checkbox"/> 20 euros | <input type="checkbox"/> 40 euros | <input type="checkbox"/> 60 euros | <input type="checkbox"/> autres : ..... euros |
| <input type="checkbox"/> Je désire soutenir EGO dans sa lutte contre l'exclusion | <input type="checkbox"/> 20 euros | <input type="checkbox"/> 40 euros | <input type="checkbox"/> 60 euros | <input type="checkbox"/> autres : ..... euros |

Je désire recevoir : ..... exemplaire(s) de votre journal.

Je désire recevoir : ..... exemplaire(s) de la plaquette sur :  
 Hépatite C  Les Abcès  
 Les A.U. « spécial femmes »  Le Malaise et l'overdose

Association : ..... Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : ..... Code postal : ..... Ville : .....

Merci de compléter et de renvoyer ce bon accompagné de votre don, dans l'enveloppe libre-réponse ci-jointe



et



présentent

2 jours - 40 concerts  
100 associations

Indochine  
Jean-Louis Aubert  
Laurent Voulzy  
Michel Jonasz  
The Roots  
Earth Wind & Fire  
Kool & The Gang  
Souad Massi  
The Music  
Death in Vegas  
Nada Surf  
Ska-P  
The Gladiators  
Toots & the Maytals  
The Skatalites



FESTIVAL

# SOLIDAYS

## DES JEUNES EN COLÈRE

### Paris

Hippodrome de Longchamp

5 & 6 Juillet 2003

Nombre de places limité à 50 000 par jour

Location : Fnac, Carrefour, [www.fnac.com](http://www.fnac.com)

0 892 68 36 22 (0,34 €/mn).

Virgin, [www.ticketnet.fr](http://www.ticketnet.fr), [www.ticketclik.fr](http://www.ticketclik.fr) et points de vente habituels.

Info Bus province : New East/[www.new-east.fr](http://www.new-east.fr)



Avec le soutien officiel de



Info-résa : [www.solidays.com](http://www.solidays.com)

Mickey 3D  
La Tordue  
La Rue Kétanou  
Les Wiggles  
Dionysos  
Astonvilla  
Les Wampas  
Superbus  
Massilia Sound System  
Galliano & the African Divas  
Bob Sinclar  
Africanism présente  
Dj Gregory & Martin Solveig  
Nuit du Zapping  
Nuit Electro  
Village Associatif  
Restaurants du Monde  
Débats  
Artistes de rue  
Camping sur place

MAIRIE DE PARIS



LA POSTE



61.fr



HIT MUSIC only!

Avec le soutien du Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Nationale, du Ministère de la Culture, du Ministère de la Santé, du Ministère de la Coopération et de la Francophonie, du Ministère de la Défense, de l'INPES, de la MILDT, de la Sécurité Routière et de la SACEM.